

**Les vertus de l'apprentissage en matière d'insertion professionnelle  
se concentrent-elles dans l'intégration des métiers ciblés par le diplôme ?  
Une analyse comparée des jeunes formés dans la région PACA et en France  
- Résumé -**

*Thomas Couppié\**, *Céline Gasquet\*\**

L'incrustation en France depuis maintenant 40 ans d'une situation endémique de chômage des jeunes et les questions de politique publique que cela soulève, ont conduit à établir un panorama largement rebattu des difficultés d'insertion professionnelle des jeunes sortant de formation initiale : difficultés d'accès à l'emploi, exposition à la précarité des premiers emplois, risques importants de désajustements entre les postes obtenus et ceux auxquels leur formation les préparaient, qu'il s'agisse du niveau de qualification atteint ou du domaine des savoirs acquis.

Ces constats, sur les difficultés rencontrées par les jeunes débutants, soulèvent des interrogations récurrentes dans le débat social, autour de la « bonne » organisation de la formation initiale, de la « bonne adéquation » des formations initiales aux besoins de l'économie, du manque éventuel de « formations professionnelles adaptées » ou encore du bon degré de « professionnalisation » des formations, alors que le chômage et le sous-emploi coexistent avec des difficultés de recrutement dans certains secteurs (par exemple, Giret et al., 2005). Ces débats conduisent les pouvoirs publics à régulièrement interroger les modalités d'organisation de la formation initiale et tenter d'améliorer son efficacité dans la façon dont elle prépare les jeunes en formation au marché du travail. En effet, l'organisation de la formation initiale représente un enjeu de politique publique, du fait de son statut de bien mixte (Vinokur, 2004) : au-delà de permettre aux individus de réaliser un investissement en capital humain qu'il s'agira individuellement de rentabiliser sur le marché du travail, il importe aussi de favoriser les externalités positives pour la société et plus particulièrement en direction du système productif, en l'alimentant au mieux avec des jeunes dotés de connaissances et de compétences spécifiques, les formations professionnelles permettant de pourvoir plus efficacement les postes de travail sur les champs professionnels avec lesquels elles s'articulent.

Dans cette perspective, la question de l'apprentissage, comme mode de formation spécifique, mérite d'être étudiée. En effet, de par les modalités mêmes de son organisation, l'apprentissage est susceptible de doter les individus d'un avantage comparatif pour l'accès aux métiers auxquels il forme. Les registres alimentant cet avantage comparatif relèvent de l'expérience professionnelle et de l'acculturation au métier, et de façon plus directe, de la position, certes provisoire, d'insider dans le champ professionnel visé. Ainsi, en termes d'insertion professionnelle, l'apprentissage paraît devoir faciliter, plus que d'autres modes de formation, l'accès aux métiers ciblés par la formation.

Cependant, si ce mode de formation favorise l'accès aux emplois des métiers ciblés, se pose la question de savoir quel impact spécifique il aura, pour les individus, qui n'accèdent pas, volontairement ou involontairement, aux emplois ciblés. Ce mode de formation procure-t-il toujours un avantage, du fait de l'expérience professionnelle accumulée pendant le temps du contrat ? A l'inverse, la part réduite de formation théorique, associée à l'apprentissage, devient-elle un handicap

---

\* Céreq, Centre d'études et de recherche sur les qualifications

\*\* ORM, , Observatoire régional des métiers, Marseille

pour accéder à des emplois de qualité, hors de la sphère professionnelle dans laquelle le jeune est formé ?

Le lien emploi-formation mérite doublement d'être étudié au niveau régional, dans la mesure où la région est à la fois le territoire d'organisation et de pilotage de la formation professionnelle et le principal territoire potentiel d'insertion des individus qui s'y forment. Cette contribution souhaite donc ré-explore la question de la correspondance entre formation et emploi sous l'angle territorial régional, en prenant comme terrain d'étude la Région PACA, analysée dans ses contrastes observables avec le territoire national.

Il s'agit alors de s'interroger sur l'existence d'éventuelles spécificités régionales dans le degré de correspondance entre formations suivies et emplois occupés. Au-delà du simple constat, on cherche à évaluer jusqu'à quel point le contexte territorial local peut expliquer les singularités régionales observées. On s'efforce de prendre en compte les réalités du tissu économique local (orientation industrielle, tertiaire ou agricole de l'activité, importance des petites entreprises, de l'artisanat, de l'emploi public, des services non marchands, etc.), les réalités sociodémographiques de la population locale et les modalités d'organisation de l'offre de formation (poids de l'apprentissage, poids relatif des formations de l'enseignement secondaire et du supérieur, équilibres entre filières professionnelles, technologiques et générales, entre les domaines industriels et tertiaires, etc.). Ainsi, on peut rappeler qu'en région PACA, comme dans la plupart des régions, l'apprentissage est en baisse ces dernières années. En 2012-2013, parmi les 341 000 jeunes de PACA en formation initiale, on dénombrait 31 000 apprentis. Dans cette région, l'apprentissage est resté centré sur les premiers niveaux de formation, et ainsi un jeune sur deux en formation professionnelle de niveau V est un apprenti. C'est classiquement les filières du BTP, de l'agroalimentaire et des fonctions transverses de la production, qui concentrent le plus grand nombre d'apprentis.

Cette étude mobilise les données de l'enquête « Génération 2010 » à 3 ans. Elle nécessite en amont un travail de mise en correspondance entre métiers ciblés par la formation et métiers occupés après la sortie de formation initiale. Ce travail s'appuie d'une part sur des travaux antérieurs du Céreq (Couppié et al., 2005, 2009) et d'autre part sur l'application dans les données de Génération d'outils développés par ailleurs. En l'occurrence, sera utilisée la base de données de Certif-Info constituée par les CARIF-OREF, qui vise à établir un référencement national de toutes les certifications existantes, dont l'ensemble des formations initiales inscrites au RNCP (Répertoire National des Certifications Professionnelles). Plus particulièrement, on utilise ici la recension faite, pour chaque diplôme inscrit, des métiers, déclarés cibles de la formation par l'organisme certificateur à l'origine du diplôme. Ces métiers cibles sont identifiés par leur code Rome et peuvent donc être déclinés dans la nomenclature des familles d'activité professionnelle de la DARES.

## **Bibliographie**

Couppié T., Giret J.-F., Lopez A. (2005), « Des formations initiales aux premiers emplois : une correspondance rarement assurée », in Giret J.-F., Lopez A. et Rose J. (dir.), *Des formations pour quels emplois ?*, Collection « Recherches », La Découverte, p.79-96.

Couppié T., Giret J.-F., Lopez A. (2009), « Obtenir un emploi dans son domaine de formation : un enjeu très relatif dans l'insertion des jeunes », in *Formations et Emploi – Edition 2009*, INSEE Références, p.43-56

Giret J.-F., Lopez A., Rose J. (ed.) (2005), *Des formations pour quels emplois ?*, Collection « Recherches », La Découverte.

Vinokur A. (2004), « public, privé,... ou hybride ? L'effacement des frontières dans l'éducation », *Cahiers de la Recherche sur l'Education et les Savoirs*, n°3, p13-33.